

## Questions orales

● (1150)

[Traduction]

## LES PÊCHES

## LE TRAITÉ SUR LE SAUMON DE LA CÔTE OUEST—LA RIVIÈRE YUKON

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. En voulant hâter d'une manière injustifiable l'adoption du traité canado-américain sur l'interception des saumons sur la côte ouest, le gouvernement conservateur semble avoir compromis la pêche dans la partie canadienne de la rivière Yukon, menaçant ainsi sérieusement les activités commerciales et touristiques dans cette région. Le premier ministre voudrait-il bien confirmer deux choses à la Chambre? Premièrement, que son bureau a demandé au ministre des Pêches et des Océans de renoncer à des consultations publiques pour que le traité puisse être soumis au Sénat des États-Unis; deuxièmement, que de nombreux groupes du Yukon, qui seront touchés par cette décision regrettable, essaient d'amener le gouvernement à revenir à la position sur la pêche dans le Yukon qui était la sienne avant que le document ne soit adopté à toute vapeur par le cabinet?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, l'affirmation contenue dans la première partie de la question est absolument fautive et indigne du député. Quant à la deuxième partie de la question, je dirai que la plupart des groupes qui ont exprimé leur point de vue reconnaissent avec moi que nous avons signé un accord qui, même s'il n'est pas parfait, est dans l'intérêt des Canadiens et des Américains, alors que nos prédécesseurs n'avaient pas été capables de conclure un accord en 15 ou 20 ans. Le problème concerne les deux pays, et nous pensons que c'est une façon assez judicieuse et équitable de le régler dans l'intérêt des deux parties.

## LA TENUEUR DE L'ACCORD

**M. Ray Skelly (Comox-Powell River):** Monsieur le Président, le vice-premier ministre a dit à certains groupes du Yukon que le gouvernement pourrait peut-être sauver cette zone de pêche dans l'accord qui sera signé à Québec. Une fois de plus, le premier ministre voudrait-il bien faire deux choses? En premier lieu, reconnaît-il que le traité est déjà en vigueur à toutes fins pratiques et qu'il se contentera simplement de le signer à Québec? Deuxièmement, peut-il dire à la Chambre s'il a discuté avec le ministre des Pêches et des Océans du moment où il faudrait signer l'accord et l'approuver au cabinet pour qu'il puisse être soumis au Sénat des États-Unis? Le premier ministre a-t-il discuté avec le ministre des Pêches et des Océans des conséquences politiques découlant du choix du moment où il serait présenté au Sénat américain?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Non, monsieur le Président, nous n'en avons pas parlé. Je reconnais par contre que nous avons fait appel aux talents de négociateur d'un canadien très éminent, l'honorable Mitchell Sharp, et qu'il s'est acquitté de sa tâche remarquablement bien, comme toujours.

Nous nous sommes efforcés de protéger la pêche en Colombie-Britannique et d'aider les pêcheurs de cette province. Je reconnais par exemple que l'article 8 soulève certains problèmes. J'en suis conscient. Tout est perfectible. Cependant, négocier un traité international n'est pas chose facile. On n'obtient

jamais tout ce qu'on veut. Dans des négociations légitimes, les deux parties sont obligées de faire des concessions. Nous pensons avoir conclu un traité susceptible d'améliorer les perspectives économiques à long terme de la Colombie-Britannique et des pêcheurs de la côte ouest, et nous sommes prêts à le défendre auprès des Canadiens. Nous estimons que ce traité est conforme à l'intérêt national mais, surtout, à celui de la Colombie-Britannique.

\* \* \*

## LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

## LES RELATIONS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUES

**M. Alex Kindy (Calgary-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que nous savons que la paix est son objectif, qu'il a une relation privilégiée avec le président des États-Unis et qu'il a discuté avec M. Gorbatchev lors de son récent voyage en Union soviétique, peut-il dire à la Chambre s'il pense que le Canada devrait jouer un rôle de médiateur entre ces deux pays voisins?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Non, monsieur le Président, je n'envisage pas ce rôle pour le Canada. Je pense que notre bonne foi, nos traditions pacifistes et l'importance que nous accordons à une paix juste et durable sont largement reconnues. M. Gorbatchev a lui aussi une relation privilégiée avec le Canada, puisque c'est le premier pays occidental dans lequel il s'est rendu. Il garde d'excellents souvenirs de ce voyage, notamment des discussions qu'il a eues au Parlement avec des députés. Il s'est déclaré très satisfait de cette réunion. Il m'a dit aussi qu'il nous considère comme un voisin de l'Union soviétique et m'a expliqué l'importance qu'il y attache.

Je lui ai parlé avec autant de conviction que le ferait n'importe quel député, si l'occasion s'en présentait, de notre désir de faire le maximum, dans un esprit de neutralité, pour que s'établisse une paix juste et durable qui suppose la réduction et si possible l'élimination des armements.

\* \* \*

## L'ENVIRONNEMENT

## LES PLUIES ACIDES—LES ENTRETIENS CANADO-AMÉRICAINS

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et concerne les entretiens qu'il doit avoir au cours du week-end avec le président Reagan. Si je pose cette question c'est parce que le premier ministre va à Québec avec de solides atouts dans son jeu et cela grâce aux décisions prises par plusieurs gouvernements avant le sien et notamment l'initiative prise par son ministre des Pêches et des Océans qui, en 1979, a signé un protocole d'accord sur la pollution transfrontalière avec les États-Unis. Je voudrais lui rappeler qu'il bénéficie des initiatives prises il y a plusieurs années. Grâce à elles, il peut aller à Québec avec de solides atouts dans son jeu. Le premier ministre est-il prêt à accepter que les États-Unis proposent seulement de poursuivre les recherches sur les pluies acides sans prendre de mesures immédiates pour réduire les émissions de déchets toxiques?